

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES : ARGUMENTAIRE EN FAVEUR DU FINANCEMENT DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DES ORGANISATIONS MEMBRES DE LA FGC

Par la FGC et ses organisations
membres actives en Amérique latine
et aux Caraïbes



TABLE DES MATIÈRES

Appel aux collectivités publiques Résumé	3
Introduction.....	4
1. Risque de perte d'autonomie et de savoir-faire pour les OM de la FGC	4
2. Lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire	5
3. Paix, justice et institutions efficaces	6
4. Préservation de la biodiversité et lutte contre les changements climatiques	7
5. Accès à la santé	8
6. Accès à l'éducation	8
7. Villes et communautés durables, ouvertes à tous et toutes, sûres et résilientes	9
8. Égalité de genre	10
9. Préservation des cultures, des savoirs traditionnels et de l'éducation interculturelle	10
Conclusion	11
Annexe 1 : Exemples de projets des organisations membres	12
Annexe 2 : Liste des projets financés par la FGC en Amérique latine et aux Caraïbes en 2024	16
Références et notes	18
Liste des organisations membres actives en Amérique latine et dans les Caraïbes	20

Légendes photos de couverture (de gauche à droite et de haut en bas) :

1. Un projet de renforcement du rôle des femmes dans la gestion durable de l'eau sur les hauts plateaux andins, soutenu par emp'ACT au Pérou.
© emp'ACT
2. Des paysannes hautes-andines de Cusco en formation sur les droits des femmes au Pérou, dans un projet soutenu par EFI. © EFI/Flora Tristan
3. Une paysanne bénéficiaire du projet d'appui au développement économique rural, soutenu par Helvetas au Guatemala. © Helvetas
4. Des élèves du programme d'éducation bilingue soutenu par Enfants du Monde au Guatemala. © Enfants du Monde.

APPEL AUX COLLECTIVITÉS PUBLIQUES | RÉSUMÉ

La décision du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de réorienter les fonds de la coopération internationale (CI) vers l'Afrique, l'Asie et l'Europe de l'Est sur la période 2025-2028, en réduisant significativement les financements pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC), fragilise les programmes des organisations membres (OM) de la Fédération genevoise de coopération (FGC) dans cette région, met en difficulté les partenaires de terrain et les bénéficiaires des projets.

Pourtant, les besoins restent immenses et les projets des OM de la FGC sont essentiels pour améliorer les conditions de vie des communautés les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les peuples autochtones et les personnes afro-descendantes. Qu'il s'agisse de lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire ou les changements climatiques, d'accès à l'éducation, à la formation et à la santé, de préserver les cultures et les traditions, ou d'autres domaines encore, leur impact est attesté.

Dès lors, afin que les nouvelles orientations de la coopération internationale de la Suisse ne pénalisent pas les populations les plus vulnérables, la FGC et ses organisations membres appellent les collectivités publiques genevoises à soutenir les projets en Amérique latine et aux Caraïbes. Pour la FGC et ses OM, les principes de subsidiarité, de complémentarité et de redevabilité restent fondamentaux. Dans cet esprit, il est également essentiel que les ONG puissent continuer à disposer de la flexibilité d'utiliser les fonds de la DDC.

Arguments principaux

- **Préservation du savoir-faire et de l'autonomie des OM :** la réduction des financements limite la capacité des OM à mener à bien leurs projets, remet en question leur fonctionnement et leur autonomie, et risque d'entraîner la perte de leur expertise et des réseaux de confiance établis.
- **Nécessité de poursuivre la lutte contre la pauvreté et les inégalités :** malgré les progrès réalisés, l'ALC reste confrontée à des niveaux élevés de pauvreté, d'insécurité alimentaire et d'inégalités, exacerbés par la pandémie de Covid-19. Les projets des OM contribuent à réduire cette pauvreté, à promouvoir l'éducation, la formation professionnelle, le développement économique et les pratiques agricoles durables.
- **Importance de promouvoir la paix, la justice et des institutions efficaces :** la région demeure fragile en matière de gouvernance, avec une faible confiance dans les institutions, une corruption élevée et une instabilité politique. L'ALC enregistre le plus haut niveau de violence au monde, affectant particulièrement les populations vulnérables. Les projets des OM soutiennent la société civile, la participation citoyenne, les droits humains, l'égalité des genres et la construction de la paix.
- **Urgence de préserver la biodiversité et de lutter contre les changements climatiques :** l'ALC abrite une part importante de la biodiversité mondiale et 60 % des forêts tropicales de la planète. La situation de la forêt amazonienne est préoccupante : elle est menacée par la déforestation et les incendies. Les projets des OM contribuent à sa préservation, à la reforestation et à la lutte contre les changements climatiques.
- **Nécessité de soutenir l'accès à la santé et à l'éducation :** l'ALC est confrontée à des défis importants en matière d'accès à la santé et à l'éducation, avec des inégalités persistantes et des services publics insuffisants. Les projets de coopération au développement apportent un soutien indispensable dans ces domaines.

INTRODUCTION

L'engagement des organisations membres de la FGC en Amérique latine et aux Caraïbes (ALC) est important et fait partie de l'ADN de la Fédération. En 2024 :

- 25 organisations membres (OM) sur 61 ont entretenu des liens étroits avec l'ALC ;
- 20 OM ont reçu des financements pour des projets ou programmes déployés dans la région ;
- 52 projets et 2 plans d'action ont été financés, dans douze pays différents ;
- 36 % des projets financés se déploient en ALC pour plus de 4,8 millions de francs ;
- plus de 800 000 personnes bénéficient directement des projets et plans d'action.

Suite au retrait de la coopération suisse de cette région du monde et à la réduction des montants à disposition des ONG qui y sont actives, la FGC et ses organisations membres présentent ci-dessous les arguments à l'appui de l'appel lancé aux collectivités publiques. Elles expliquent pourquoi il est important de continuer à soutenir les programmes en ALC : en particulier, parce qu'il s'agit de conserver le savoir-faire et l'autonomie des OM, de favoriser l'accès à la santé et à l'éducation, de préserver les peuples autochtones, ainsi que de poursuivre la lutte contre la pauvreté, les inégalités et la destruction de l'environnement. Des exemples de projets illustrent chacun des domaines abordés.



1. RISQUE DE PERTE D'AUTONOMIE ET DE SAVOIR-FAIRE POUR LES OM DE LA FGC

La décision du DFAE de réduire considérablement les financements de la coopération internationale pour l'Amérique latine et les Caraïbes durant la période quadriennale 2025-2028 entraîne de lourdes conséquences. La réorientation des fonds vers d'autres continents affecte les populations bénéficiaires et les organisations suisses de développement actives en ALC, limitant les ressources financières, la flexibilité et l'autonomie des OM de la FGC, les contraignant à réduire ou abandonner des programmes. Cette situation rend la recherche de nouveaux financements complexe et incertaine, remettant en cause le fonctionnement des OM.

Par ailleurs, cette décision fédérale ne tient pas compte de l'importance de la présence helvétique, par la représentation des ONG et du financement apporté à leurs partenaires, qui assure à la Suisse une certaine influence sur ce continent et contribue à une image positive du pays. Cette exigence fait également fi de l'expertise locale, des réseaux et des liens de confiance établis de longue date par les OM, ainsi que des besoins des populations vulnérables, au risque de perdre la précieuse expérience acquise et d'accroître l'instabilité régionale.

De plus, en décidant de se retirer progressivement de l'Amérique latine et des Caraïbes, en ne maintenant que son aide d'urgence en cas de crises, de conflits armés ou de désastres naturels, la Suisse renonce à un volet important de sa coopération internationale. « Cette décision va à l'encontre du principe du nexus, qui prône une approche intégrée entre l'urgence et le développement. En conséquence, la Suisse n'est plus en mesure de développer des projets à long terme dans cette région (...) tout en ayant comme seule porte d'entrée la guerre ou un désastre naturel¹ ». Or l'approche du nexus est centrale pour la FGC et ses OM : elle demande que les acteurs du développement et de l'humanitaire collaborent plus étroitement et renforcent

leur cohérence et complémentarité en s'alignant sur les mesures de soutien en faveur de la paix². Ainsi, si la Suisse devait intervenir au titre de l'aide humanitaire, elle risque de ne plus pouvoir s'appuyer sur un réseau d'associations en lien avec les ONG suisses.

Face à cette situation, une alternative se dessine : permettre aux ONG suisses partenaires de la Confédération de poursuivre leurs activités de coopération au développement sur place. Par délégation, ces ONG peuvent coordonner leurs actions avec la Suisse pour promouvoir une approche favorisant le nexus, la localisation et la durabilité de l'aide. Il est essentiel que les ONG continuent à disposer de la liberté d'utiliser les fonds de la DDC, garantissant ainsi une certaine autonomie et efficacité dans leurs interventions, tout en pouvant se coordonner avec l'aide d'urgence prodiguée par la Suisse. Pour la FGC et ses OM, les principes de **subsidiarité, de complémentarité et de redevabilité** avec la coopération suisse restent fondamentaux.



2. LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La réduction de la pauvreté dans la région en péril

La pauvreté en ALC a diminué au cours des 60 dernières années, mais la pandémie de Covid-19 a marqué une rupture historique, avec une nouvelle augmentation du nombre de personnes vivant sous le seuil de l'extrême pauvreté. Bien que cette partie du globe se porte mieux que d'autres régions du Sud global, elle hébergeait encore, en 2023, 172 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté et 66 millions de personnes vivant sous le seuil de l'extrême pauvreté, soit respectivement 27 % et 11 % de la population vivant en ALC³.

Selon les dernières données de 2023, 187,6 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire modérée ou sévère, soit 28,2 % de la population. De plus, 74 % des pays de la région sont exposés aux phénomènes climatiques extrêmes (se manifestant de plus en plus souvent et avec plus d'intensité) et 52 % sont considérés comme vulnérables à ces aléas (en risquant d'y voir leur production et importations alimentaires particulièrement affectées).⁴

L'ALC est la région la plus inégalitaire du monde (selon l'indice de Gini). La concentration de la richesse est extrême, avec une petite élite détenant une grande partie des ressources⁵.

Des projets d'OM **contribuent significativement à la lutte contre la pauvreté en ALC de plusieurs manières:**

- **Promotion de l'éducation, de la formation professionnelle et du développement économique :** des projets d'OM soutiennent des programmes éducatifs et de formation professionnelle pour offrir aux jeunes et aux adultes des opportunités d'emploi et de développement économique.
- **Soutien aux projets de développement rural :** des projets d'OM soutiennent des initiatives visant à améliorer les conditions de vie des populations rurales, en soutenant l'agriculture durable, l'accès à l'eau potable et aux infrastructures de base ainsi qu'à l'alimentation.
- **Soutien aux pratiques agricoles durables :** des projets d'OM soutiennent des initiatives visant à promouvoir des pratiques agricoles durables comme l'agroécologie.



3. PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

Gouvernance et risques pour la démocratie

La région demeure fragile en matière de gouvernance, avec une faible confiance dans les institutions, un taux de corruption élevé et une **grande instabilité** politique. Les systèmes de protection sociale, lorsqu'ils existent, manquent de financement stable et ne couvrent que très partiellement les risques sociaux (maladie, avec une prise en charge très déficitaire de la vieillesse et encore plus du chômage).⁶

Au niveau politique, les femmes, les minorités ainsi que les peuples autochtones et afro-descendants sont sous-représentés. Ces populations sont particulièrement **discriminées** et ont un accès limité aux opportunités économiques et sociales, leurs droits spécifiques étant peu ou pas reconnus.⁷ Ces **inégalités** sont fortement marquées par l'héritage colonial. Ces défis structurels posent un défi pour la démocratie.

Une bonne gouvernance est essentielle pour réduire la pauvreté, améliorer les conditions de vie des plus vulnérables et protéger l'environnement. En soutenant les organisations de la société civile, la coopération au développement aide à créer des espaces pour le dialogue et la participation citoyenne, ce qui contribue à améliorer la gouvernance et les politiques publiques. Ces organisations jouent un rôle crucial dans la surveillance des gouvernements et la promotion de la citoyenneté.

Protection des populations vulnérables face aux violences

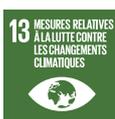
L'ALC enregistre le **plus haut niveau de violence du monde**. Bien qu'elle ne représente que 8 % de la population mondiale, elle enregistre plus de 30 % des homicides globaux.⁸ Le taux d'homicide en ALC est ainsi le plus élevé du monde, avec 121 695 personnes assassinées en 2024, soit un taux de 20,2 sur 100 000 personnes.⁹

Les violences touchent particulièrement les femmes, les enfants, les peuples autochtones, les personnes afro-descendantes et les populations LGBTQIA+¹⁰. Elles se manifestent sous différentes formes:

- **violences liées aux groupes armés, aux gangs et aux cartels de la drogue:** cette forme de violence est omniprésente, les affrontements entre gangs pour le contrôle du territoire et des routes de la drogue causent de nombreux homicides;
- **violences urbaines:** les grandes villes connaissent des taux élevés de criminalité, incluant les vols à main armée, les agressions et les homicides;
- **violences domestiques et de genre:** la violence contre les femmes est un problème majeur dans la région. Les féminicides et les agressions sexuelles sont malheureusement fréquents;
- **violences politiques et sociales:** les conflits entre les forces de l'ordre et les manifestants, ainsi que les violences liées aux mouvements sociaux et aux protestations, sont courants et illustrent parfaitement l'instabilité socio-politique de la région;
- **l'exploitation des enfants** est caractérisée par les pires formes de travail, notamment la traite d'êtres humains, l'exploitation des enfants dans les mines, la prostitution ou le recrutement forcé des enfants dans les groupes armés.

Des projets d'OM **contribuent à améliorer la démocratie et la bonne gouvernance, ainsi qu'à réduire la violence**, avec des résultats probants, notamment dans la décentralisation et la construction de la paix.

- Des projets soutiennent **des organisations de la société civile**, qui deviennent des acteurs clés du développement. Cela inclut le soutien à des initiatives locales qui promeuvent les droits humains, l'égalité de genre et l'inclusion sociale.
- Des projets soutiennent **la mise en œuvre des droits des peuples autochtones**, à travers des programmes qui visent à améliorer leur participation à la vie publique, leur accès à la justice et qui renforcent leur participation aux processus décisionnels les concernant.
- Des projets s'inscrivent dans le cadre **des accords de paix en Colombie**. Ils prennent en compte les particularités liées à la situation post-conflit et renforcent les démocraties locales.
- Des projets préviennent **les violences** en protégeant les populations vulnérables et en soutenant les États dans la mise en œuvre de politiques de protection.



4. PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Biodiversité en danger

Le déclin de la biodiversité et des écosystèmes s'accélère depuis les années 1970, et les pressions qui en sont la cause s'intensifient. En moyenne, au niveau mondial, les populations au sein de chaque espèce ont diminué de 69 % depuis 1970 ; l'ALC est en tête de cette liste avec une chute vertigineuse de 94 %¹¹. Malgré cela, le sous-continent abrite **40 %¹² de la biodiversité mondiale et 60 %¹³ des forêts tropicales de la planète**, jouant un rôle crucial dans la lutte contre les changements climatiques¹⁴ et la perte de biodiversité.

La situation de la forêt amazonienne est préoccupante. Selon les estimations, environ 17 % de la forêt a disparu au cours des cinquante dernières années¹⁶. En plus de cette déforestation, de grandes étendues de forêts sont dégradées, notamment en raison des incendies et du bûcheronnage pour la commercialisation des essences rares.

Des projets d'OM contribuent à la **préservation de la biodiversité et à la lutte contre la déforestation et les changements climatiques**.

- **Les peuples autochtones protègent la forêt** et leurs terres subissent moins de déforestation.¹⁷ Des projets aident à valoriser leurs connaissances traditionnelles et soutiennent la reconnaissance de leurs terres. Ils participent ainsi à protéger la forêt et la biodiversité.
- Des projets contribuent à la protection de l'environnement, en soutenant des **programmes de reforestation** et en luttant contre l'extraction pétrolière et minière polluante.
- Des projets contribuent à **atténuer les conséquences du changement climatique** dans des environnements fragiles (hauts-plateaux, forêts, zones arides) ou dans des milieux urbains devenus vulnérables aux inondations et aux glissements de terrain.



5. ACCÈS À LA SANTÉ

Les besoins en matière d'accès à la santé restent très élevés en ALC, comme en témoigne **la mortalité infantile dans la région, qui est quatre fois plus élevée que dans les pays de l'OCDE**.¹⁸ Dans un contexte où la plupart des gouvernements n'ont pas encore réussi à mettre en place un système public d'accès aux soins universel, résilient et durable, les indicateurs de santé reflètent les fortes inégalités économiques de la région¹⁹.

De même, comme dans la plupart des pays du Sud global, le combat pour l'accès aux soins englobe le traitement des maladies maternelles et néonatales, des maladies transmissibles, mais également, de plus en plus, des maladies non transmissibles (maladies cardiovasculaires, cancers, diabète et troubles de santé mentale)²⁰.

La violence omniprésente dans la région affecte également fortement la santé, tant physique que psychique. Ce sont les populations historiquement les plus discriminées (les populations autochtones, afro-descendantes, les personnes migrantes et les femmes) qui sont les plus vulnérables aux problèmes de santé. L'ALC a également été durement touchée par l'épidémie de Covid-19, fragilisant encore davantage des systèmes de soins déjà précaires.²¹

Des projets d'OM contribuent à améliorer l'accès à la santé en ALC de plusieurs manières:

- soutien à la formation du personnel de santé dans des domaines aussi divers que la prévention contre le VIH/sida, la santé materno-infantile ou encore la santé communautaire ;
- aide à l'achat de matériel médical de base pour améliorer la qualité des soins ;
- construction de stratégies de plaidoyers politiques pour influencer les décisions et les instances publiques afin de défendre les droits liés à l'accès aux soins.



6. ACCÈS À L'ÉDUCATION

La situation de l'accès à l'éducation en ALC est également critique, avec **plus de 10 millions d'enfants et de jeunes déscolarisé-e-s**, notamment en raison de facteurs économiques, d'instabilité politique et de pauvreté. Seulement un pays sur trois atteint un taux de réussite d'au moins 70 % pour le deuxième cycle de l'enseignement scolaire.²² La crise de l'apprentissage s'est aggravée avec la pandémie de Covid-19, laissant 114 millions d'enfants sans scolarisation durant cette période.²³ L'impact sur l'apprentissage a été énorme, avec quatre enfants sur cinq incapables de comprendre un texte simple.²⁴ En ce qui concerne l'évolution des scores en mathématiques, en lecture et en sciences, la moyenne régionale a baissé d'environ 10 points entre l'enquête PISA (*Programme for International Student Assessment*) de 2018 et la dernière de 2022. Or le dernier rapport de l'UNESCO sur l'éducation en ALC met en lumière un élément fondamental: les résultats en mathématiques augmentent de manière linéaire avec la part du PIB investie dans l'éducation, révélant ainsi l'impact des politiques éducatives.²⁵

« Dans un contexte de ressources limitées, il est d'autant plus important de concentrer les efforts sur les actions ayant le plus grand impact sur le développement durable, la stabilité, la prospérité et la paix – l'éducation de base étant un levier essentiel. Selon de récentes recherches en économie de l'éducation, l'éducation a contribué à 50 % de la croissance économique mondiale au cours des 40 dernières années, à 70 % de l'augmentation des revenus du cinquième le plus pauvre de la

population mondiale et à 40 % de la réduction de l'extrême pauvreté.»²⁶ L'éducation, comme la formation, constitue un levier de développement des populations, notamment à travers une éducation de qualité contextualisée, prenant en compte la culture locale, sa langue et les questions vives de la société. L'éducation non formelle est aussi au cœur du renforcement des capacités des plus démunis et y compris sur des compétences les amenant à devenir des acteurs de changement pour le développement durable, la paix et une citoyenneté inclusive. Enfin la garantie de l'éducation favorise l'atteinte de nombreux autres objectifs du développement durable. Il en est le socle.

L'appui de la coopération reste nécessaire pour soutenir des projets de développement en matière d'éducation et de formation. Comme par exemple :

- des projets d'éducation bilingue et interculturelle ;
- de soutien à l'intégration scolaire et professionnelle des enfants et des jeunes en situation de handicap ;
- de développement des compétences et de formation professionnelle à l'entrepreneuriat ;
- des activités d'éducation de base d'adulte et d'éducation au développement durable.²⁷



7. VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES, OUVERTES À TOUS ET TOUTES, SÛRES ET RÉSILIENTES

Les villes sont au cœur de l'avenir de notre planète: avec une population mondiale atteignant huit milliards en 2022, plus de la moitié des habitant-e-s vivent déjà en milieu urbain. Cette tendance ne fera que s'accroître: d'ici 2050, 70 % de la population mondiale devrait résider en ville²⁸. Le continent le plus urbanisé, en proportion de la population, est l'ALC, **où près de 84 % des citoyen-ne-s vivent en milieu urbain**²⁹. Les effets du changement climatique et la financiarisation des villes ont des conséquences particulièrement graves pour ces populations, exacerbant les inégalités et leur vulnérabilité.

En effet, 45 % des ménages en ALC n'ont pas accès à un logement convenable³⁰. Le déficit qualitatif et quantitatif de logement touche majoritairement les zones urbaines³¹ et représente une violation directe des droits humains, qui entraîne des répercussions sur d'autres droits, comme la santé, l'éducation, l'emploi et la sécurité.

Pour répondre à ces défis, des projets d'OM visent à renforcer les organisations locales d'habitant-e-s à bas revenus, en facilitant leur accès au foncier, au financement, ainsi qu'à des modèles d'urbanisation et de construction durables, inclusifs et participatifs.



8. ÉGALITÉ DE GENRE

L'Amérique latine et les Caraïbes sont également confrontés à des problèmes systémiques de discrimination de genre de grande ampleur. **La région abrite 14 des 25 pays affichant les taux de féminicides les plus élevés au monde.**³² Des pays comme le Mexique, le Honduras et le Salvador sont particulièrement touchés. Dans deux domaines, la région a connu une évolution importante: l'avancement des lois et des politiques publiques axées sur l'égalité.³³ Pourtant, un grand fossé subsiste entre la législation et son application, nécessitant une vigilance et une mise en œuvre active, tant de la part du gouvernement que de la société civile.³⁴ À cet égard, soulignons le rôle des ONG locales, des mouvements sociaux et des projets de développements axés sur l'égalité de genre pour sensibiliser les populations et renforcer une dynamique en faveur de l'égalité.

Des projets d'OM interviennent avec une approche intersectionnelle qui prend en compte différents aspects sous-jacents aux inégalités, tels que la classe sociale, les origines ethniques, l'orientation sexuelle, l'âge. Ils contribuent également à promouvoir des lois qui favorisent l'égalité et qui facilitent l'accès des groupes exclus aux droits universels. De manière transversale, la dimension genre est prise en compte dans tous les projets.



9. PRÉSERVATION DES CULTURES, DES SAVOIRS TRADITIONNELS ET DE L'ÉDUCATION INTERCULTURELLE

L'Amérique latine et les Caraïbes possèdent une immense diversité culturelle. Cette région **héberge entre 41 et 58 millions de personnes s'auto-identifiant comme autochtones**³⁵ (selon les derniers recensements et estimations), ainsi que 826 peuples autochtones recensés³⁶. Par ailleurs, **près de 135 millions de personnes s'identifient comme afro-descendantes.**³⁷ Les peuples autochtones et afro-descendants sont les gardiens d'une part importante de la diversité mondiale (environnementale, culturelle et linguistique)³⁸. Ces peuples figurent également parmi les groupes ruraux ayant le plus grand potentiel dans la lutte contre le changement climatique³⁹. Pourtant, leur culture et leurs traditions uniques sont menacées par la modernisation, l'exploitation des ressources naturelles et l'exclusion. Ces populations sont fortement discriminées en matière d'accès aux services de base, tels que l'éducation et la santé, ce qui entraîne des conséquences sur leur niveau de pauvreté, leur accès au travail et à la vie publique. À titre d'exemple, plus de 40% des personnes autochtones et 25% des afro-descendant-e-s vivent dans la pauvreté, elles sont souvent bien plus défavorisées que la moyenne de la population des pays.⁴⁰

La coopération au développement soutient la revalorisation de ce patrimoine culturel dans une perspective de coopération au développement. Par exemple, elle soutient ces communautés pour mener des projets fondés sur la revitalisation de leurs traditions et savoirs, afin de leur permettre de construire un avenir respectueux de leur identité culturelle.

CONCLUSION

Les ONG veulent continuer à travailler avec leurs partenaires sud-américains pour lutter contre la pauvreté dans les régions où persistent de fortes inégalités et des taux de pauvreté élevés. Le principe de complémentarité implique de maintenir l'autonomie des ONG et de garantir la flexibilité dans l'utilisation des financements. Sur la base de ces constats, la FGC et ses organisations membres demandent:

- aux collectivités publiques genevoises : d'accorder à la FGC une plus grande flexibilité dans l'usage des fonds afin d'assurer le financement des projets en Amérique latine et aux Caraïbes ;
- à la Direction du développement et de la coopération (DDC) : d'appliquer les principes de flexibilité et de redevabilité pour agir en faveur de la réduction de la pauvreté, de la promotion des droits humains, de la démocratie et du développement durable, comme exprimé dans les *Directives de la DDC pour la collaboration avec les ONG suisses*.

Cela permettra de:

- **Valoriser l'expertise des organisations membres de la FGC actives en ALC :** celles-ci disposent d'une expertise reconnue dans le domaine du développement, connaissent les réalités locales et travaillent en étroite collaboration avec les communautés pour mettre en œuvre des projets adaptés et efficaces.
- **Poursuivre la lutte contre la pauvreté et les inégalités :** l'ALC reste une région marquée par de fortes inégalités et par la pauvreté. Les projets des OM contribuent à réduire ces inégalités et à améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables.
- **Protéger les populations vulnérables et promouvoir la démocratie :** les OM de la FGC soutiennent des projets qui visent à promouvoir la bonne gouvernance, la démocratie et l'État de droit en ALC. Renforcer la société civile et la participation citoyenne sont essentiels pour améliorer les conditions de vie des plus vulnérables.
- **Encourager l'autonomisation** et le renforcement des capacités des populations vulnérables pour leur donner les moyens de prendre en main leur avenir pour construire des sociétés plus justes et inclusives.
- **Valoriser les partenariats solides existants :** les OM sont des partenaires de la coopération suisse fiables et compétents, qui ont fait leurs preuves sur le terrain. Elles ont créé des partenariats solides et de confiance avec les ONG en ALC et travaillent sur le long et le moyen terme, dans le cadre de stratégie préétablie. La remise en cause des financements de la coopération menace l'existence des OM et de leurs partenariats.

ANNEXE 1 : EXEMPLES DE PROJETS DES ORGANISATIONS MEMBRES



Lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire (chapitre 2)

- **Au Guatemala, Helvetas** soutient la formation professionnelle et la création d'opportunités économiques pour les populations les plus vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes ayant une propension à migrer, et les migrants de retour. Cela se fait à travers le renforcement et la promotion des petites et moyennes entreprises, pour en faire des entreprises innovantes et compétitives, et contribuer ainsi à éviter que les bénéficiaires ne quittent la région à la recherche de meilleures perspectives économiques.
- **En Colombie, emp'ACT** soutient la gestion communautaire pour l'accès à l'eau potable. Ce processus est en train d'aboutir à la promulgation d'une loi nationale, qui reconnaît le rôle de 16 000 associations communautaires.
- **Au Mexique, Madre Tierra Suisse** soutient la formation de promoteurs et promotrices en permaculture pour améliorer la qualité et la diversité alimentaires des communautés locales.



Paix, justice et institutions efficaces (chapitre 3)

- **En Haïti, Eirene** soutient le renforcement des capacités des jeunes et des organisations de la société civile pour contribuer au renforcement de la démocratie et de la participation citoyenne.
- **En Colombie, l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)** contribue à la mise en œuvre des Accords de paix et au développement pacifique de la région. Ce projet renforce les compétences d'organisations de la société civile pour favoriser leur participation à l'élaboration de plans de développement.
- **En Bolivie, Solidar Suisse** soutient des initiatives de la société civile et la création de plateformes citoyennes pour améliorer les services publics d'éducation et de santé dans 30 municipalités périurbaines et rurales.
- **En Colombie, l'association Bambi** soutient la création d'un centre de formation et de développement socio-économique pour les parents des enfants du foyer Bambi. Ces bénéficiaires sont originaires d'une zone rurale où vivent de nombreuses personnes déplacées, victimes du conflit armé. Ce projet vise à former les bénéficiaires à des métiers adaptés (agriculture, artisanat) et à contribuer à l'autonomie financière de nombreuses familles.
- **En Argentine, le Mouvement pour la coopération internationale (MCI)** soutient l'accompagnement de communautés Mbya Guarani. Avec ce soutien, des terres ont été récupérées et des avancées ont été obtenues dans l'évolution d'un cadre normatif, qui prend en compte leur préexistence et leur identité culturelle. En Amazonie brésilienne, le MCI soutient le renforcement de la gouvernance du peuple Yanomami de l'État d'Amazonas, qui habite sur un territoire grand comme la Suisse et presque entièrement recouvert de forêt tropicale humide.
- **Au Brésil, Pérou, Bolivie et en Colombie, Terre des Hommes Suisse** analyse les différents types de violence dont sont victimes les enfants et met en place avec ses partenaires des stratégies de prévention des violences physiques, psychiques, sexuelles ou encore des maltraitances. TdH Suisse prévient le recrutement forcé d'enfants dans les groupes armés, la traite des jeunes filles ou toute activité rémunératrice mettant en péril le développement des enfants tel que l'exploitation

des enfants dans les mines. De plus, au Pérou et en Bolivie, Terre des Hommes Suisse développe des systèmes de prise en charge des enfants et de leurs mères victimes de violence, tout en garantissant un lien avec les services de l'État et l'amélioration des politiques publiques.



Préservation de la biodiversité et lutte contre les changements climatiques (chapitre 4)

- **Au Brésil, E-CHANGER** soutient le projet du Mouvement des Travailleurs ruraux Sans-terre (MST), « Planter des arbres, Produire des aliments sains », qui vise à planter 100 millions d'arbres natifs à l'horizon 2030 grâce à l'agroforesterie. Ce projet vise la récupération environnementale de terres dégradées à travers l'instauration de Systèmes Agroforestiers (SAF) à l'échelle nationale dans les zones de la réforme agraire. Le MST soutient plus de 460 000 familles (environ 2 millions de personnes). Ses paysans (dont certains également autochtones) ont pu obtenir un accès à la terre grâce au travail de pression du mouvement pour obtenir des terres.
- **Au Pérou, Espace femmes international (EFI)** avec le Centre des femmes péruviennes Flora Tristan renforce les compétences des femmes amazoniennes et haut-andines pour défendre leurs territoires et leur intégrité face aux effets néfastes de l'extraction des ressources naturelles. Au travers des tribunaux éthiques mis sur pied lors du Forum social panamazonien (Fospa), les leaderesses Kukama ont réussi à faire reconnaître les fleuves comme sujet de droit. Ceci afin que l'État les préserve de la pollution environnementale.
- **En Colombie, le MCI** soutient un projet qui protège les sites sacrés du peuple Emberá et valorise ses connaissances traditionnelles. Il s'agit de former et d'équiper des gardes indigènes, qui protègent ces sites constituant un réservoir de biodiversité. En novembre 2024, lors de la dernière COP 16 sur la biodiversité, les peuples autochtones ont obtenu une reconnaissance internationale de leur rôle de gardiens de la nature. **En Amazonie péruvienne**, le MCI soutient la formation et l'équipement de surveillants écologiques indigènes pour documenter et dénoncer les impacts de l'extraction pétrolière sur l'environnement.



Accès à la santé (chapitre 5)

- **En Bolivie, la Centrale Sanitaire Suisse romande (CSSR)** soutient un projet qui améliore la prévention et la prise en charge des personnes atteintes du VIH en renforçant les capacités techniques des professionnel-le-s de santé. **Au Guatemala**, elle soutient un projet dont le but est d'améliorer la prise en charge materno-infantile en proposant une formation universitaire pour les sages-femmes traditionnelles ainsi qu'une prise en charge améliorée de 300 femmes enceintes pour qu'elles puissent avoir accès à une préparation à l'accouchement.
- **En Bolivie, IDH Suisse** soutient la diffusion d'informations qui favorisent les comportements de prévention face aux situations à risque liées à la sexualité, à travers des plateformes et des services d'orientation individuelle.



Accès à l'éducation (chapitre 6)

- **Au Pérou, Kallpa** soutient la mise en place d'un modèle éducatif d'école secondaire rurale, qui permet aux adolescent-e-s de se développer par le biais d'une éducation sexuelle intégrale, de la prévention contre la violence, de la prévention face à la consommation d'alcool et d'autres dépendances, du renforcement des compétences sociales, entrepreneuriales et de l'orientation professionnelle.

- **Au Brésil, Pérou, Bolivie et en Colombie, Terre des Hommes Suisse** met en œuvre un programme d'éducation dénommé: «Vers une éducation résiliente, durable, protectrice et citoyenne, basée sur les droits de l'enfant». Dans ce cadre, la vingtaine de partenaires de Terre des Hommes Suisse garantissent l'accès à une éducation de qualité, une gouvernance scolaire participative, une éducation basée sur les droits pour promouvoir des territoires durables, une école comme environnement protecteur intégrant la gestion des risques et enfin le bien-être socio-émotionnel des enfants et des professeur-e-s, notamment en améliorant leur capacité de résilience.
- **Au Guatemala, Enfants du Monde** soutient un programme qui vise à améliorer la qualité de l'éducation bilingue et interculturelle des élèves maya dans les écoles rurales, en renforçant à travers des formations les compétences pédagogiques des formateur-trice-s et du personnel enseignant et en appuyant les acteurs éducatifs dans la conception de matériel pédagogique adapté aux réalités linguistiques et culturelles des élèves. Ce programme comprend également un volet de prévention de la violence en milieu scolaire visant à créer des environnements d'apprentissage sûrs, inclusifs et respectueux des droits de l'enfant.



Villes et communautés durables (chapitre 7)

- **Au Brésil, urbaMonde** soutient Comunidades Catalisadoras, une ONG locale qui accompagne les résident-e-s de favelas dans le développement d'un modèle d'habitat participatif, le *Community Land Trust*. Ce modèle vise à garantir la sécurité foncière à travers la propriété collective du sol et à renforcer le pouvoir d'agir ainsi que la résilience de ces communautés, plaçant les résident-e-s au cœur du développement de leurs territoires.
- **En Uruguay, urbaMonde** soutient la Fédération Uruguayenne de Coopératives d'Habitation par Aide Mutuelle (FUCVAM), qui regroupe plus de 600 coopératives d'habitation. Le projet soutient l'école de formation nationale (ENFORMA) créée en 2013 par FUCVAM, qui applique les principes de l'éducation populaire. ENFORMA forme les résident-e-s aux principes du coopérativisme et les accompagne dans la réalisation de leurs projets.
- **Au Nicaragua, urbaMonde** soutient Multipro, une coopérative multiprofessionnelle, dans l'accompagnement aux mouvements locaux des coopératives d'habitation. En collaboration avec ces coopératives, Multipro accompagne les résident-e-s tout au long des différentes étapes de leurs projets, de l'organisation communautaire à la construction des logements, en fournissant une assistance technique et en renforçant les capacités des résident-e-s dans la gestion collective de leurs projets.



Égalité de genre (chapitre 8)

- **Au Pérou, emp'Act** soutient l'empowerment des filles et adolescentes afin qu'elles puissent défendre leurs droits et construire des communautés plus égalitaires.
- **Au Brésil, E-CHANGER** soutient la Marche Mondiale des Femmes, qui travaille avec des femmes rurales (dont certaines autochtones) dans la promotion d'une agriculture agroécologique et la commercialisation de leurs produits à travers des réseaux d'économie sociale et solidaire. Toutes ces femmes utilisent des semences paysannes, assurant ainsi la biodiversité.
- **Au Brésil, en Colombie et au Pérou, Espace Femmes International** agit par le biais de différents types de formations et avec une approche intersectionnelle. Celle-ci tient compte de différents aspects sous-jacents aux inégalités, tels que la classe sociale, les origines ethniques, la colonisation, l'orientation sexuelle et l'âge.



Préservation des cultures, des savoirs traditionnels, éducation interculturelle (chapitre 9)

- **Au Guatemala, Traditions pour Demain** soutient l'Association des Centres d'Éducation Mayas (ACEM) réunissant une trentaine d'écoles qui permettent à plus de 5000 enfants et jeunes autochtones de bénéficier d'un enseignement enrichi par l'usage de leur langue maternelle et de matériel pédagogique, revalorisant leur identité culturelle et leurs savoirs traditionnels, absents des programmes d'éducation scolaire du pays.
- **En Équateur, Traditions pour Demain** soutient AJKI et APAK, organisations autochtones locales kichwa qui publient un magazine bilingue-multiculturel utilisé dans les écoles et produisent des émissions diffusées sur les médias numériques et les réseaux sociaux. Ces médias visent à revitaliser la langue kichwa, ainsi que l'identité culturelle et les savoirs traditionnels de 13 nations autochtones, représentant plus d'un million de personnes.

ANNEXE 2 : LISTE DES PROJETS FINANCÉS PAR LA FGC EN AMÉRIQUE LATINE ET AUX CARAÏBES EN 2024

PAYS DU PROJET	ORGANISATION MEMBRE	N° DE PROJET	TITRE DU PROJET
ARGENTINE	MCI	2021-28	Appui au peuple Mbyá Guaraní
		2024-35	Appui au peuple Mbyá Guaraní (suite)
BOLIVIE	CSSR	2023-25	Réponse communautaire face au VIH/Sida
		2024-07-PDS	Capitalisation de l'expérience et des bonnes pratiques dans l'accès aux soins pour les personnes vulnérables au VIH/Sida
	E-CHANGER GENÈVE	2021-20	Des potagers sociaux pour une alimentation saine
	IDH - SUISSE	2021-51	Renforcement des services de santé sexuelle pour les adolescent-e-s de Cochabamba
		2025-01	« D'amour et de sexe », la communauté éducative contre la violence sexuelle et le harcèlement scolaire à Cochabamba
	SOLIDAR SUISSE GENÈVE	2023-09	Programme d'appui au développement municipal
TERRE DES HOMMES SUISSE	2020-95	Plan d'action 2021-2024	
BRÉSIL	E-CHANGER GENÈVE	2023-22	Promotion de l'artisanat et de l'agriculture biologique pour l'autonomie des femmes
		2024-10	Renforcement des droits et de la résilience économique des femmes
	EFI	2023-15	Agroécologie et féminisme dans le Vale do Ribeira
	MCI	2023-03	Renforcement de la gouvernance des Yanomami
	TERRE DES HOMMES SUISSE	2020-95	Plan d'action 2021-2024
	URBAMONDE	2021-49	Sécurité foncière des communautés urbaines
	COLOMBIE	ASSOCIATION BAMBI	2022-35
EMP'ACT		2021-38	Gestion communautaire de l'eau
		2021-46	Gestion communautaire pour l'accès à l'eau potable
IHEID		2021-05	Développement territorial post-Accords de paix au Catatumbo
		2024-08	Red concerto: développement territorial et consolidation de la paix dans la région du Catatumbo
MCI		2021-47	Préservation de l'environnement par le renforcement des communautés indigènes embera
		2024-48-PDS	Organisations autochtones et protection des territoires
TERRE DES HOMMES SUISSE		2020-95	Plan d'action 2021-2024
EL SALVADOR	EIRENE - SUISSE	2022-21	L'inclusion scolaire des enfants en situation de handicap
		2023-51	Vivre sur sa terre avec dignité
	SOLIDAR SUISSE GENÈVE	2021-19	Une vie sans violence
		2024-04	Eau, assainissement et hygiène : un droit universel
ÉQUATEUR	CSSR	2021-14	Amélioration de la santé de la population amazonienne dans les zones pétrolières
		2024-22	Droit à des soins de santé complets en Amazonie équatorienne
	TRADITIONS POUR DEMAIN	2022-05	Le poids des mots et le choc de l'image pour l'identité culturelle kichwa

PAYS DU PROJET	ORGANISATION MEMBRE	N° DE PROJET	TITRE DU PROJET
GUATEMALA	ENFANTS DU MONDE	2020-96	Plan d'action 2021-2024
	HELVETAS-GENÈVE	2022-31	Création d'opportunités économiques et entrepreneuriales durables
	TRADITIONS POUR DEMAIN	2022-09	Renforcement de l'identité culturelle et de la langue maya
		2023-42	Revitalisation et sauvegarde de la langue maya poqom
		2024-05	Renforcement des expressions culturelles mayas kaqchikels auprès des enfants
HAÏTI	EIRENE - SUISSE	2023-20	Promotion de la société civile et de la participation citoyenne
	TERRE DES HOMMES SUISSE	2020-95	Plan d'action 2021-2024
MEXIQUE	CSSR	2023-50	Prévention et santé pour tous
	MADRE TIERRA SUISSE	2021-11	Permaculture et amélioration de l'habitat
NICARAGUA	ANS	2023-12	Résilience des communautés paysannes au changement climatique
	URBAMONDE	2021-36	Appui aux coopératives d'habitation et au droit au logement
		2024-30	Développement des coopératives d'habitation
PÉROU	KALLPA-GENÈVE	2021-35	Insertion professionnelle pour les jeunes en situation de handicap et les mères adolescentes
		2023-26	Amélioration des perspectives d'avenir de la jeunesse
		2024-37	Emploi et entrepreneuriat pour les jeunes en situation de vulnérabilité
	ECOHUMANITA	2024-39	Promotion et préservation de l'environnement par l'engagement des communautés éducatives
	EFI	2022-26	Promotion des droits des femmes, lutte contre la faim et le changement climatique
		2022-34	Justice environnementale pour les femmes amazoniennes et andines
		2023-49	Genre, bonne gouvernance et lutte contre la corruption
	EMP'ACT	2021-45	Reconnaissance du rôle des femmes haut-andines
		2022-01	Promotion des droits des filles pour la restitution et la promotion de leurs droits
		2023-08	« Ciudad mujer » : égalité de genre et empowerment des femmes pour le droit à la ville à Lima
		2024-50	« Mujeres del agua 2 » : empowerment des femmes rurales haute-andines dans l'action climatique et dans la sécurité hydrique
	IHEID	2023-33	CAS, formation continue en ligne genre et développement en Amérique latine et aux Caraïbes
	MCI	2021-52	Développement et défense des droits des communautés kichwa
		2023-14	Renforcement des capacités scolaires et sociales d'enfants vulnérables en Amazonie péruvienne
	TERRE DES HOMMES SUISSE	2020-95	Plan d'action 2021-2024
URUGUAY	URBAMONDE	2023-23	Éducation et renforcement des femmes pour un logement convenable

RÉFÉRENCES ET NOTES

- 1 Olivier Grobet, « La coopération internationale suisse face aux défis géopolitiques actuels », in *Humanitaire.ws*, 2025. <https://humanitaire.ws/la-cooperation-internationale-suisse-face-aux-defis-geopolitiques-actuels/>
- 2 FGC, *Mise en œuvre de l'approche du nexus sur le terrain*, FGC, Genève, 2024.
- 3 ECLAC, *Social panorama of Latin America and the Caribbean, 2024: The challenges of non-contributory social protection in advancing towards inclusive social development*, ECLAC, Santiago, 2024. <https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/427c8ea0-1ffc-4eea-bbc2-466c55eb9757/content>
- 4 FAO, IFAD, PAHO, UNICEF & WFP, *Latin America and the Caribbean regional overview of food security and nutrition 2024 - Building resilience to climate variability and extremes for food security and nutrition*. FAO, Santiago, 2025. <https://fscluster.org/sites/default/files/2025-01/cd3877en.pdf>
- 5 L'indice de Gini est un indicateur synthétique des inégalités salariales (de revenus et de niveaux de vie), où 0 représente une égalité parfaite et 100 une inégalité totale. Selon les données de 2024 de la Banque mondiale, plus de 80 % des pays d'ALC ont un indice de Gini de plus de 40 ; la Colombie et le Brésil étant les plus inégalitaires, avec des indices de Gini respectifs de 55 et de 52. « Gini index » in *World Bank*, 2025. <https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI>
- 6 OECD, « Government at a glance: Latin America and the Caribbean 2024 » in OECD, 2024. https://www.oecd.org/en/publications/government-at-a-glance-latin-america-and-the-caribbean-2024_4abdba16-en.html
- 7 Piscopo, J. M. & K. N. Wylie, « Gender, race, and political representation in Latin America » in *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, 2020. <https://oxfordre.com/politics/display/10.1093/acrefore/9780190228637.001.0001/acrefore-9780190228637-e-1745>
- 8 UNODC, *UNODC global study on homicide 2023. Homicide and organized crime in Latin America and the Caribbean*, UNODC, 2023. https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/gsh/2023/GSH_2023_LAC_web.pdf
- 9 Cavalari, M. ; Manjarrés, J. & C. Newton, « InSight crime's 2024 homicide round-up » in *InSightCrime*, 2025. <https://insightcrime.org/news/insight-crime-2024-homicide-round-up/>
- 10 Arjona, A., *The effects of violence on inequality in Latin America and the Caribbean: A research agenda*, Working Paper n°12, UNDP LAC Workshop Series, UNDP, 2021. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/latinamerica/undp-rblac-PNUD_bckPapers12-OK.pdf
- 11 IDB, « Biodiversity in Latin America and the Caribbean » in *IDB*, 2024. <https://www.iadb.org/en/news/biodiversity-latin-america-and-caribbean>
- 12 Bovarnick, A. ; Alpizar, F. & C. Schnell, *Importance of biodiversity and ecosystems in economic growth and equity in Latin America and the Caribbean: An economic valuation of ecosystems*. UNDP, New York, 2010. <https://www.cbd.int/financial/hlp/doc/literature/Bovarnick%20et%20al.%202010.%20The%20importance%20of%20biodiversity%20and%20ecosystems%20in%20economic%20growth%20and%20equity%20in%20LAC.pdf>
- 13 GRID-Arendal, « Tropical forest in Latin America » in *GRID-Arendal*, 2015. <https://www.grida.no/resources/6941>
- 14 Bovarnick, A. ; Alpizar, F. & C. Schnell, *Importance of biodiversity and ecosystems in economic growth and equity in Latin America and the Caribbean: An economic valuation of ecosystems*, UNDP, New York, 2010. <https://www.cbd.int/financial/hlp/doc/literature/Bovarnick%20et%20al.%202010.%20The%20importance%20of%20biodiversity%20and%20ecosystems%20in%20economic%20growth%20and%20equity%20in%20LAC.pdf>
- 15 GRID-Arendal, « Tropical forest in Latin America », *GRID-Arendal*, 2015. <https://www.grida.no/resources/6941>
- 16 Lohmann, L. G., et al., « Human impacts outpace natural processes in the Amazon » in *Science*, 379(6629), 2023, eabo5003. <https://doi.org/10.1126/science.abo5003>
- 17 Veit, P. ; Gibbs, D. & K. Peytar, « Indigenous forests are some of the Amazon's last carbon sinks » in *World Resources Institute*, 2023. <https://www.wri.org/insights/amazon-carbon-sink-indigenous-forests>
- 18 Bancalari, A. ; Berlinski, S. ; Buitrago, G. ; García, M. F. ; de la Mata, D. & M. Vera-Hernández, *Health inequalities in Latin America and the Caribbean: Child, adolescent, reproductive, metabolic syndrome and mental health*, Working Paper n°112, LACIR Series, 2023. https://eprints.lse.ac.uk/120559/1/LACIR_WP_112.pdf
- 19 Martich, E., « Les inégalités sanitaires latino-américaines accentuées par la pandémie » in *Alternatives Sud*, 2022. <https://www.cetri.be/Les-inegalites-sanitaires-latino?lang=fr>
- 20 Ibid.
- 21 Lago, M., « La santé publique en Amérique latine: un état des lieux » in *Les études du CERI*, 2021. <https://sciencespo.hal.science/hal-03578909/document>
- 18 | Argumentaire en faveur du financement des projets de développement des OM de la FGC en Amérique latine et dans les Caraïbes

- 22 UNICEF, « La Fondation Inter Miami CF et l'UNICEF forgent un partenariat visant à soutenir l'éducation des enfants en Amérique latine et dans les Caraïbes » in *ReliefWeb*, 2025. <https://reliefweb.int/report/argentina/la-fondation-inter-miami-cf-et-lunicef-forgent-un-partenariat-visant-soutenir-leducation-des-enfants-en-amerique-latine-et-dans-les-caraibes>
- 23 UNICEF, « 114 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés en Amérique latine et dans les Caraïbes » in *UNICEF*, 2021. <https://www.unicef.fr/article/114-millions-denfants-ne-sont-toujours-pas-scolarises-en-amerique-latine-et-dans-les-caraibes/>
- 24 Banque Mondiale, « Quatre enfants sur cinq en Amérique latine et dans les Caraïbes ne sont pas capables de comprendre un texte simple » in *Banque Mondiale*, 2021. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/06/23/education-latin-america>
- 25 UNESCO, *PISA 2022: El panorama de los países de América Latina y el Caribe*, UNESCO, 2024. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000390611>
- 26 Gethin, A., *Revisiting global poverty reduction: Public goods and the world distribution of income, 1980-2022*, Working Paper n°2023/24, World Inequality Lab, 2024, cité dans RECI, *Déclaration commune adressée au Conseil fédéral: Appel à reconsidérer le retrait de l'éducation de base dans la coopération internationale*, RECI (2025). https://wid.world/www-site/uploads/2023/11/WorldInequalityLab_WP2023_24_Revisiting-Global-Poverty-Reduction_Final.pdf Déclaration-conjointe-sur-le-retrait-de-la-Suisse-de-leducation-de-base-20250226.pdf
- 27 RECI, *Déclaration commune adressée au Conseil fédéral: Appel à reconsidérer le retrait de l'éducation de base dans la coopération internationale*, RECI (2025). *Déclaration-conjointe-sur-le-retrait-de-la-Suisse-de-leducation-de-base-20250226.pdf*
- 28 ONU, « Objectif 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables », ONU, 2025. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/cities/>
- 29 Boulet-Gercourt, P., « Le continent le plus urbanisé de la planète? Ce n'est pas l'Asie » in *Le Nouvel Obs*, 2024. <https://www.nouvelobs.com/monde/20230206.OBS69207/le-continent-le-plus-urbanise-de-la-planete-ce-n-est-pas-l-asie.html>
- 30 IDB, « IDB Group recommends six structural reforms to address region's housing deficit » in *IDB*, 2024. <https://www.iadb.org/en/news/idb-group-recommends-six-structural-reforms-address-regions-housing-deficit>
- 31 Wainer, L. S., *Housing Forum 2022*, IDB, 2022. <https://publications.iadb.org/en/publications/english/viewer/Housing-Forum-2022-Resilient-solutions-to-reduce-the-housing-deficit-in-Latin-America-and-the-Caribbean.pdf>
- 32 ONU, « Spotlight : 50 millions d'euros pour empêcher le féminicide, la violence mortelle contre les femmes » in *ONU Info*, 2018. <https://news.un.org/fr/story/2018/09/1025032>
- 33 ONU, *Perfil regional de igualmente de género: América latina y el Caribe*, ONU, 2024. https://lac.unwomen.org/sites/default/files/2025-02/es-perfilregionaligualdadgenero-alc_26marzo24.pdf
- 34 Beer, C. ; Durán, V. ; Bayard de Volo, L. ; Araujo, C. & H. R. Kras, « Can Latin America do more to stop gender violence? » in *The Dialogue*, 2022. <https://thediologue.org/analysis/can-latin-america-do-more-to-stop-gender-violence/>
- 35 Davis-Castro, C., *Indigenous peoples in Latin America: Statistical information*, Congressional research service, 2023. <https://sgp.fas.org/crs/row/R46225.pdf>
- 36 CEPAL, *Los pueblos indígenas en América Latina: Avances y retos pendientes para la garantía de sus derechos*, CEPAL, 2014. <https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/b1b631f7-30df-4668-9047-6e2060cb30a6/content>
- 37 OPS, « Las personas afrodescendientes de América Latina viven en condiciones muy desiguales que repercuten en su salud y bienestar, según un estudio de la OPS » in *OPS*, 2021. <https://www.paho.org/es/noticias/3-12-2021-personas-afrodescendientes-america-latina-viven-condiciones-muy-desiguales-que>
- 38 UNESCO, « Patrimoine mondial et populations autochtones » in *UNESCO*, s.d. <https://whc.unesco.org/fr/activites/496/>
- 39 FAO, *Indigenous peoples, Afro-descendants and climate change in Latin America*, FAO, 2021. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/15b1cc78-9115-40fd-a505-add45759ed64/content>
- 40 Bustelo, M. ; Frisnacho, V. & M. Viollaz, *Unequal opportunities for indigenous peoples and african descendants*, Policy Brief n°IDB-PB-00384, IDB, 2023. https://publications.iadb.org/en/publications/english/viewer/Unequal-Opportunities-for-Indigenous-Peoples-and-African_Descendants.pdf

LISTE DES ORGANISATIONS MEMBRES ACTIVES EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

ASACH

Aide suisse à l'action communautaire en Haïti



Eirene
www.eirenesuisse.ch



Madre Tierra Suisse
www.madretierrasuisse.org



Association Bambi
www.association-bambi.ch



emp'ACT
www.emp-act.ch



Mouvement Populaire des Familles – Genève
www.mpf-ch.org



Association de solidarité Nicaragua – El Salvador
www.ans-ge.ch



Enfants du Monde
www.edm.ch



Mouvement pour la Coopération Internationale
www.mcifgc.ch



Association La Florida – Pérou



Espace Femmes International
www.esfemint.ch



Solidar Suisse Genève
www.solidar.ch



Centrale Sanitaire Suisse Romande
www.css-romande.ch



Helvetas Swiss Intercooperation, section de Genève
www.helvetas.ch



Terre des Hommes Suisse
www.tdhsuisse.ch



CETIM
www.cetim.ch



IDH Suisse, Institut pour le développement humain
www.idhsuisse.ch



Traditions pour Demain
www.tradi.info



Cinémas des Trois Mondes
www.filmar.ch



Institut de hautes études internationales et du développement
www.graduateinstitute.ch



urbaMonde
www.urbamonde.org



E-CHANGER – Genève
www.e-changer.org



Kallpa Genève
www.kallpageneve.webflow.io/



Ecohumanita
www.ecohumanita.ch



Association Kombit

FÉDÉRATION GENEVOISE DE COOPÉRATION
Rue Rothschild 22A
1202 Genève

+41 22 908 02 80
fgc@fgc.ch
www.fgc.ch

